

Ala n. C. 41. 729.1. (23)



NATIONALRAT  
CONSEIL NATIONAL  
CONSIGLIO NAZIONALE

1.7.1975.

Monsieur le Chef de section,

Je vous remercie de votre lettre du 23 juin 1975.

Je réponds comme suit à la question que vous me posez: L'accueil en Suisse de personnes liées à l'administration du général Thieu est une opération qui choque profondément un grand nombre de citoyens. Il est de notoriété publique que ces personnes (exception faite d'un petit nombre: ~~une~~ le cousin de l'épouse du Conseiller national Reiniger, par exemple) sont des gens qui ont joué -lors du règne américain- un rôle profondément trouble. Il est également admis que ces gens, malgré leur passé éminemment critiquable, n'ont absolument rien à craindre du gouvernement révolutionnaire.

Ce sont des faux réfugiés et personne ne comprend si l'on fait abstraction d'un certain réflexe anti-communiste et proaméricain -pourquoi ces faux réfugiés sont admis en Suisse ( première opération "d'asyle" après la libération de Saïgon, pour les Vietnamiens en Suisse; deuxième opération: transfert CIME des internés de Guam en Suisse).

Subsidiairement il reste le problème des fonds massivement transférés en Suisse: Ce n'est pas le travail d'un député socialiste d'opposition que de suppléer aux carences du gouvernement. Je peux et je dois simplement vous exprimer l'étonnement profond qui saisit de très nombreux citoyens devant la situation actuelle où - avec l'appui de Berne d'ailleurs - divers mouvements d'aide au Vietnam collectent <sup>nt</sup> des fonds pour la reconstruction et où - au même moment - sont admis en Suisse les titulaires de comptes constitués, en Suisse, avec le produit de la corruption et de la rapine. Vous me demandez des noms. Vous les connaissez, pour la plupart, comme moi. Je crois d'ailleurs savoir que le gouvernement révolutionnaire prépare une liste des fonds volés. Certainement, à l'instar d'autres gouvernements du Tiers Monde, va-t-il s'adresser au gouvernement de la Confédération pour obtenir restitution de ces fonds.

Certainement aussi le Conseil fédéral répondra-t-il qu'il ne peut rien faire puisque le secret bancaire empêche, pratiquement et dans les faits, le gouvernement, le parlement et l'opinion publique non seulement d'empêcher, mais même de connaître la fuite en Suisse de fonds volés.

Je tiens néanmoins à vous dire combien, dans les milieux chrétiens, les milieux syndicalistes et progressistes, est profonde la révolte devant la venue en Suisse de ces faux réfugiés et devant le transfert, dans les banques de notre pays, des millions volés au peuple souffrant du Vietnam ( nous avons des indications sur les fonds cambodgiens, également). Et ceci au moment même où l'argent du contribuable sert (mission à Danang, programme UIPE au Nord, etc.) à la reconstruction du Vietnam.

Veuillez agréer, Monsieur le Chef de section, l'expression de mes sentiments distingués,

Jean Ziegler  
Jean Ziegler, C.N.

PS. Je serais reconnaissant si nous pouvions évacuer de notre débat ce problème-assez pittoresque- de l'or de Thieu et de Lon Nol. La presse américaine (Time Magazine et Herald Tribune) ont déjà dit comment et par qui cet or a été transformé en devises négociables; il est donc peu étonnant que la direction des douanes " n'a pas enregistré"-comme vous le dites - des barres ou des pièces d'or vietnamien à l'entrée en Suisse..... Si la réponse du Conseil fédéral pouvait dépasser le stade du juridisme formel pour traiter le problème de fond, elle rendrait service au débat actuel et permettrait, peut-être, à aider à dissiper l'inquiétude et l'étonnement des citoyens devant l'actuelle situation.

Qui rédige le projet de réponse, DFJP ou DPF? Quoiqu'il en soit je tiens à dire mon admiration pour la franchise et le courage du Président de la Confédération qui, devant le Conseil national comme dans son discours de Lausanne, a clairement et sans équivoque, dit le mal terrible que fait le secret bancaire (et la politique de certaines banques) non seulement aux peuples de la misère, mais encore au prestige international de notre pays. Il serait heureux que d'autres Départements aient le même courage.

J.Z.